

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 2490

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(FRATTINI)

di concerto col Ministro dell'interno

(PISANU)

col Ministro della giustizia

(CASTELLI)

col Ministro dell'economia e delle finanze

(TREMONTI)

col Ministro delle attività produttive

(MARZANO)

e col Ministro delle infrastrutture e dei trasporti

(LUNARDI)

(V. Stampato Camera n. 3849)

approvato dalla Camera dei deputati il 16 settembre 2003

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 18 settembre 2003*

Ratifica ed esecuzione degli Emendamenti all'Accordo relativo all'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni via satellite (INTELSAT), adottati a Washington il 17 novembre 2000

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli Emendamenti all'Accordo relativo all'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni via satellite (INTELSAT), adottati a Washington il 17 novembre 2000.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli Emendamenti all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della loro entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo XV dell'Accordo come emendato.

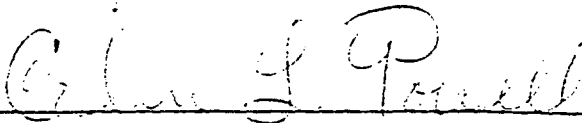
Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

I CERTIFY THAT the foregoing is a true copy of the amendments of the Agreement Relating to the International Telecommunications Satellite Organization "INTELSAT", approved by the Twenty-fifth Assembly of Parties at Washington, November 13-17, 2000, in the English, French and Spanish languages.

IN TESTIMONY WHEREOF, I, COLIN L. POWELL, Secretary of State of the United States of America, have hereunto caused the seal of the Department of State to be affixed and my name subscribed by the Authentication Officer of the said Department, at the city of Washington, in the District of Columbia, this twenty-sixth day of April, 2001.




Secretary of State

By 
Authentication Officer
Department of State

Traduzione non ufficiale.

CERTIFICO CHE la seguente è una copia autentica degli emendamenti alla Convenzione relativa all'Organizzazione Internazionale delle Telecomunicazioni Satellitari "INTELSAT", approvati dalla venticinquesima Assemblea delle Parti a Washington, Novembre 13-17, 2000, in lingua inglese, francese e spagnola.

IN FEDE DI CHE, IL SOTTOSCRITTO, COLIN L. POWELL, Segretario di Stato degli Stati Uniti d'America, ha disposto che il sigillo del Dipartimento di Stato fosse apposto ed il suo nome autenticato dal funzionario preposto del suddetto Dipartimento, nella città di Washington, nel Distretto di Columbia, addì 26 di Aprile, 2001.

AMENDEMENTS A L'ACCORD RELATIF A L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES "INTELSAT"

Le titre de l'Accord est amendé en supprimant « « INTELSAT » ».

Préambule

Le préambule est amendé —

au paragraphe 2 en supprimant « lune » et en insérant à la place « Lune » ;

en supprimant les paragraphes 3 à 7 inclus, depuis « Prenant acte » jusqu'à « télécommunications par satellites », et en insérant à la place le texte suivant :

Reconnaissant que, conformément à son but initial, l'organisation internationale de télécommunications par satellites a mis en place un système mondial par satellites destiné à fournir des services de télécommunications à toutes les régions du monde, qui a contribué à la paix et à l'entente mondiales,

Tenant compte du fait que la 24e session de l'Assemblée des Parties de l'organisation internationale de télécommunications par satellites a décidé de procéder à une restructuration et une privatisation en créant une société privée supervisée par une organisation intergouvernementale,

Constatant que, du fait de la concurrence accrue dans la fourniture de services de télécommunications, il est devenu nécessaire pour l'organisation internationale de télécommunications par satellites de transférer son système spatial à la Société définie à l'article I, d du présent Accord afin que le système spatial continue d'être exploité de façon commercialement viable,

Visant à faire en sorte que la Société respecte les Principes fondamentaux énoncés à l'article III du présent Accord et fournisse, sur une base commerciale, le secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité,

Ayant déterminé qu'une organisation intergouvernementale de supervision, dont tout État membre des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications peut devenir membre, est nécessaire pour assurer que la Société respecte les Principes fondamentaux sur une base continue,

Article I

L'article I (Définitions) est amendé —

au paragraphe a en supprimant « ses annexes » et en insérant à la place « son annexe » ; en insérant « et tout amendement y afférent » après « son annexe » nouvellement inséré et en supprimant « INTELSAT » après « organisation internationale de télécommunications par satellites » ;

en supprimant le paragraphe b et en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe b ;

en nommant l'ancien paragraphe j paragraphe c ;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe c, et en nommant ce paragraphe d :

d. le terme « Société » désigne l'entité ou les entités privées, créées aux termes du droit d'un ou plusieurs États à laquelle (auxquelles) le système spatial de l'organisation internationale de télécommunications par satellites est transféré, y compris les entités leur succédant en droit ;

en supprimant le texte du paragraphe e et en insérant à la place la nouvelle définition suivante :

les termes « sur une base commerciale » signifient conformément à la pratique commerciale habituelle et coutumière du secteur des télécommunications ;

en nommant l'ancien paragraphe f paragraphe p ;

en nommant l'ancien paragraphe k paragraphe f, en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de la Société » ;

en supprimant le paragraphe g et en nommant l'ancien paragraphe c paragraphe g ;

en insérant la nouvelle définition suivante à la suite du paragraphe g :

h. les termes « obligation de connexité vitale » ou « LCO » désignent l'obligation assumée par la Société, telle qu'énoncée dans le contrat LCO, de fournir des services continus de télécommunications au client LCO ;

en supprimant le texte du paragraphe i et en insérant à la place le texte du paragraphe d ;

en insérant les nouvelles définitions suivantes à la suite du paragraphe i, et en nommant ces paragraphes j et k :

j. les termes « Accord de services publics » désignent l'instrument juridiquement contraignant par lequel l'ITSO s'assure que la Société respecte les Principes fondamentaux ;

k. les termes « Principes fondamentaux » désignent les principes décrits à l'article III ;

en supprimant le texte du paragraphe l et en insérant à la place la nouvelle définition suivante :

les termes « patrimoine commun » désignent les assignations de fréquences associées aux positions orbitales en cours de publication anticipée ou de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en conformité avec les dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, qui sont transférées à une ou plusieurs Parties aux termes de l'article XII ;

en nommant l'ancien paragraphe m paragraphe q et en insérant, comme texte du nouveau paragraphe m, la définition suivante :

m. les termes « couverture mondiale » désignent la couverture géographique maximum de la terre vers le parallèle le plus au nord et le parallèle le plus au sud visibles depuis des satellites déployés à des emplacements orbitaux géostationnaires ;

en supprimant le texte du paragraphe n et en insérant à la place ce qui suit :

les termes « connexité mondiale » désignent les moyens d'interconnexion offerts aux clients de la Société par l'intermédiaire de la couverture mondiale que la Société fournit pour permettre des communications au sein des cinq régions de l'Union internationale des télécommunications définies par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui s'est tenue à Montreux en 1965, et entre ces régions ;

en ajoutant la nouvelle définition suivante après le paragraphe n et en nommant ce paragraphe o :

o. les termes « accès non discriminatoire » désignent l'opportunité d'accès au système de la Société sur une base égale et équitable ;

en ajoutant les nouvelles définitions suivantes après le paragraphe q et en nommant ces paragraphes r et s :

r. les termes « clients LCO » désignent tous les clients en droit de bénéficier et ayant signé des contrats LCO ;

s. le terme « administration » désigne tout département ou service officiel responsable du respect des obligations émanant de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de ses règlements administratifs.

Article II

L'article II est amendé —

en supprimant « d'INTELSAT » dans le titre, et en insérant « de l'ITSO » ;

en supprimant tout le texte de l'article II et en insérant à la place ce qui suit :

Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, dénommée ci-après « ITSO ».

Article III

L'article III est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « But principal et Principes fondamentaux de l'ITSO » ;

en supprimant le paragraphe a ;

en supprimant le « b » du paragraphe « b » ; en insérant « aux fins d'application de l'article III » après « internationales » ; en nommant l'ancien alinéa b, i paragraphe a, et en nommant l'alinéa b, ii paragraphe b ; en supprimant « la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des Gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée » dans le nouveau paragraphe b, et en insérant à la place ce qui suit : « l'autorisation appropriée ait été donnée » et en déplaçant l'ancien paragraphe b amendé et en l'insérant à l'article IV ;

en supprimant tout le reste du texte de l'article III et en insérant à la place ce qui suit :

a. En tenant compte de l'établissement de la Société, le but principal de l'ITSO est de s'assurer, par le biais de l'Accord de services publics, que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de veiller au respect des Principes fondamentaux.

b. Les Principes fondamentaux sont les suivants :

- i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale ;
- ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales ;
- iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

Article IV

L'article IV est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Services publics de télécommunications nationales couverts »

en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « L'ITSO » au paragraphe a ;

en nommant l'ensemble du texte amendé de l'article IV (Personnalité juridique) article VI, à l'exception de l'ancien paragraphe b de l'article III, tel qu'amendé ci-dessus, qui est inséré comme nouveau texte de l'article IV.

Article V

L'article V est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Supervision » ;

en supprimant l'ensemble du texte actuel de l'article V et en insérant à la place le texte suivant :

L'ITSO prend toutes les mesures appropriées, y compris la conclusion de l'Accord de services publics, pour superviser l'exécution par la Société des Principes fondamentaux, en particulier le principe d'accès non discriminatoire au système de la Société pour les services publics de télécommunications existants et futurs offerts par la Société lorsque la capacité de secteur spatial est disponible sur une base commerciale.

Article VI

L'article VI est amendé —

en supprimant « d'INTELSAT » dans le titre, et en insérant à la place « de l'ITSO » ;

en le nommant article VIII ;

en modifiant le nouvel article VIII pour le formuler comme suit :

L'ITSO comprend les organes suivants :

- a. l'Assemblée des Parties ;
- b. un organe exécutif dirigé par le Directeur général responsable devant l'Assemblée des Parties.

Article VII

L'article VII (Assemblée des Parties) est amendé—

en déplaçant le texte de l'article VII pour le mettre à l'article IX ;

en donnant à l'article VII le nouveau titre suivant : « Principes financiers » ;

en insérant le nouveau texte suivant à l'article VII :

a. L'ITSO sera financée pour la période de douze ans établie à l'article XXI, grâce à certains actifs financiers qu'elle conservera au moment du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société.

b. Dans le cas où l'ITSO continue d'exister au-delà de douze ans, l'ITSO obtient un financement par le biais de l'Accord de services publics.

Article VIII

L'article VIII (Réunion des Signataires) est amendé —

en supprimant le titre et la totalité du texte de l'ancien article VIII et en insérant à la place le texte et le titre amendés de l'article VI, tel qu'amendé ci-dessus, et nommé article VIII.

Article IX

L'article IX est amendé —

en supprimant la totalité du texte de l'ancien article IX ;

en donnant à l'article IX le nouveau titre suivant : « Assemblée des Parties » ;

en modifiant le texte de l'ancien article VII (Assemblée des Parties), nommé ci-dessus article IX, comme suit :

en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « ITSO » au paragraphe a ;

en supprimant les paragraphes b à e compris, et en insérant à la place ce qui suit :

b. L'Assemblée des Parties prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme de l'ITSO.

c. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'États souverains, notamment elle assure que la Société fournit, sur une base commerciale, des services publics de télécommunications internationales, afin de :

- i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale ;
- ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales ;
- iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.

d. L'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants :

- i. elle donne les instructions qu'elle juge appropriées à l'organe exécutif de l'ITSO en particulier en ce qui concerne l'examen par celui-ci des activités de la Société qui sont directement liées aux Principes fondamentaux ;
- ii. elle examine et prend les décisions relatives aux propositions d'amendements de l'Accord conformément à l'article XV du présent Accord ;
- iii. elle nomme et démet de ses fonctions le Directeur général conformément à l'article X ;
- iv. elle examine les rapports remis par le Directeur général qui ont trait au respect par la Société des Principes fondamentaux et prend des décisions sur ces rapports ;
- v. elle examine et, à sa discrétion, prend des décisions sur les recommandations du Directeur général ;
- vi. elle adopte, en vertu des dispositions du paragraphe b de l'article XIV de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie de l'ITSO ;
- vii. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre l'ITSO et les États, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales ;
- viii. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties ;
- ix. elle examine les questions relatives au patrimoine commun des Parties ;
- x. elle adopte les décisions relatives à l'autorisation mentionnée au b de l'article IV de l'Accord ;
- xi. elle examine et approuve le budget de l'ITSO pour toute période décidée par l'Assemblée des Parties ;
- xii. elle prend toute décision nécessaire pour ce qui est des dépenses imprévues pouvant sortir du budget approuvé ;
- xiii. elle nomme un commissaire aux comptes pour examiner les dépenses et les comptes de l'ITSO ;
- xiv. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'Annexe A de l'Accord ;
- xv. elle détermine les conditions dans lesquelles le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics ;
- xvi. elle décide des amendements qu'il est proposé d'apporter à l'Accord de services publics ;

xvii. elle exerce toute autre fonction relevant de sa compétence au titre de tout autre article de l'Accord.

e. L'Assemblée des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, en commençant au plus tard douze mois après le transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. En plus des sessions ordinaires, l'Assemblée des Parties peut tenir des sessions extraordinaires convoquées à la demande de l'organe exécutif en vertu des dispositions du paragraphe k de l'article X, ou sur demande écrite d'une ou plusieurs Parties adressée au Directeur général précisant l'objet de la réunion sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande. L'Assemblée des Parties définit les conditions dans lesquelles le Directeur général peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.

en supprimant « Chaque Partie dispose d'une voix » au paragraphe f ;

en ajoutant ce qui suit à la fin du paragraphe f :

Les Parties ont la possibilité de voter par procuration ou par d'autres moyens jugés appropriés par l'Assemblée des Parties et reçoivent les informations nécessaires suffisamment longtemps avant la session de l'Assemblée des Parties.

en nommant l'ancien paragraphe g paragraphe h et en insérant ce qui suit après « membres du bureau » :

« ainsi que des dispositions concernant la participation et le vote ».

en insérant le nouveau paragraphe g suivant :

g. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, chaque Partie dispose d'une voix.

en nommant l'ancien paragraphe h paragraphe i et en supprimant « d'INTELSAT » et tous les mots suivants jusqu'à la fin de la phrase, et en insérant à la place « de l'ITSO ».

Article X

L'article X est amendé —

en donnant à l'article X le nouveau titre suivant : « Directeur général » et en supprimant la totalité du texte de l'article X et en insérant à la place ce qui suit :

a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur général qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties.

b. Le Directeur général :

- i. est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal de l'ITSO ; il est responsable de l'exécution de toutes les fonctions de gestion, y compris l'exercice des droits aux termes de contrats ;
 - ii. agit conformément aux directives et aux instructions de l'Assemblée des Parties ;
 - iii. est nommé par l'Assemblée des Parties pour un mandat de quatre ans ou toute autre période décidée par l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décision motivée de l'Assemblée des Parties. Aucun Directeur général n'est nommé pour plus de huit ans.
- c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité, en tenant compte des avantages que pourraient présenter un recrutement et un déploiement sur une base régionale et géographiquement diversifiée. Le Directeur général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers l'ITSO.
- d. Le Directeur général, sous réserve des orientations et instructions de l'Assemblée des Parties, détermine la structure, les niveaux d'effectifs et les modalités type d'emploi des dirigeants et employés et nomme le personnel de l'organe exécutif. Le Directeur général peut choisir des experts-conseils et autres conseillers de l'organe exécutif.
- e. Le Directeur général supervise le respect par la Société des Principes fondamentaux.
- f. Le Directeur général :
- i. surveille le respect par la Société du Principe fondamental consistant à desservir les clients LCO en respectant les contrats LCO ;
 - ii. examine les décisions prises par la Société pour ce qui est des demandes d'admissibilité à conclure un contrat LCO ;
 - iii. aide les clients LCO à résoudre leurs différends avec la Société en fournissant des services de conciliation ;
 - iv. dans le cas où un client LCO décide d'engager une procédure d'arbitrage contre la Société, donne des conseils sur le choix des experts-conseils et des arbitres.
- g. Le Directeur général rend compte aux Parties des questions auxquelles il est fait référence aux paragraphes d à f.
- h. En application des modalités qui seront établies par l'Assemblée des Parties, le Directeur général peut engager une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Société en vertu de l'Accord de services publics.
- i. Le Directeur général traite avec la Société conformément à l'Accord de services publics.
- j. Le Directeur général, au nom de l'ITSO, examine toutes les questions afférentes au patrimoine commun des Parties et communique les vues des Parties à (aux) l'Administration(s) notificatrice(s).

k. Lorsque le Directeur général estime que le fait qu'une Partie n'ait pas pris de mesure aux termes du paragraphe c de l'article XI a porté atteinte à la capacité de la Société à respecter les Principes fondamentaux, le Directeur général contacte ladite Partie en vue de trouver une solution à cette situation et peut, conformément aux conditions définies par l'Assemblée des Parties et stipulées au paragraphe e de l'article IX, convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties.

l. L'Assemblée des Parties désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur général par intérim lorsque le Directeur général est absent, empêché de remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur général en vertu du présent Accord. En cas de vacance, le Directeur général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii du paragraphe b du présent article.

Article XI

L'article XI est amendé —

en donnant à l'article XI le nouveau titre suivant : « Droits et obligations des Parties » ;

en supprimant la totalité du texte de l'article XI et en insérant à la place le texte de l'article XIV en l'amendant comme suit :

au paragraphe a, en supprimant « et les Signataires » et en insérant « , les Principes fondamentaux visés à l'article III » après « Préambule » ;

au paragraphe b, en supprimant « et tous les Signataires doivent être autorisés » et en insérant à la place « sont autorisées » ; en supprimant « ils sont en droit d'être représentés » et en insérant à la place « elles sont en droit d'être représentées » ; en supprimant « et de l'Accord d'exploitation » ; en supprimant le mot « INTELSAT » les deux fois où il apparaît et en insérant « l'ITSO » ; en supprimant « ou le Signataire » après le mot « Partie » et en supprimant « et de tous les Signataires » ;

en supprimant les paragraphes c à g compris et en insérant à la place le nouveau paragraphe c suivant :

c. Les Parties prennent, de façon transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, aux termes de la procédure nationale applicable et des accords internationaux pertinents auxquels elles sont parties, les mesures requises pour que la Société puisse respecter les Principes fondamentaux.

Article XII

L'article XII est amendé —

en lui donnant le nouveau titre suivant : « Assignations de fréquences » ;

en supprimant la totalité de son texte et en insérant à la place le nouveau texte suivant :

a. Les Parties de l'ITSO conservent les positions orbitales et les assignations de fréquences en cours de coordination ou enregistrées au nom des Parties auprès de l'UIT en vertu des dispositions du Règlement des radiocommunications de l'UIT, jusqu'à ce que l'(les) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s) ai(en)t notifié le Dépositaire qu'elle(s) a (ont) approuvé, accepté ou ratifié le présent Accord. Les Parties choisissent parmi les membres de l'ITSO une Partie chargée de représenter toutes les Parties membres de l'ITSO auprès de l'UIT au cours de la période pendant laquelle les Parties de l'ITSO conservent ces assignations.

b. Lorsque la Partie, choisie aux termes du paragraphe a pour représenter l'ensemble des Parties au cours de la période pendant laquelle l'ITSO conserve les assignations, reçoit la notification par le Dépositaire de l'approbation, l'acceptation ou la ratification du présent Accord par une Partie choisie par l'Assemblée des Parties en qualité d'Administration notificatrice pour la Société, elle transfère lesdites assignations à l'(aux) Administration(s) notificatrice(s) choisie(s).

c. Toute Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice de la Société, en vertu de la procédure nationale applicable :

- i. autorise l'utilisation de ladite assignation de fréquences par la Société de manière à permettre le respect des Principes fondamentaux ;
- ii. dans le cas où ladite utilisation n'est plus autorisée ou si la Société n'a plus besoin de ladite (desdites) assignation(s) de fréquence(s), annule ladite assignation de fréquences aux termes des procédures de l'UIT.

d. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si une Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice pour la Société cesse d'être membre de l'ITSO aux termes de l'article XIV, ladite Partie est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord et du Règlement des radiocommunications de l'UIT et y est soumise jusqu'à ce que les assignations de fréquences soient transférées à une autre Partie en conformité avec les procédures de l'UIT.

e. Chaque Partie choisie en qualité d'Administration notificatrice en vertu du paragraphe c :

- i. fait rapport, au moins sur une base annuelle, au Directeur général, sur le traitement accordé par ladite Administration notificatrice à la Société, en prêtant une attention particulière au respect par ladite Partie de ses obligations au titre de l'article XI, c ;
- ii. demande l'opinion du Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des mesures requises pour mettre en œuvre le respect par la Société des Principes fondamentaux ;

- iii. travaille avec le Directeur général, au nom de l'ITSO, au sujet des activités potentielles de l'(des) Administration(s) notificatrice(s) afin d'élargir l'accès aux pays dépendants ;
- iv. notifie et consulte le Directeur général au sujet des coordinations de système satellitaire auprès de l'UIT qui sont entreprises au nom de la Société pour assurer le maintien de la connexité mondiale et du service aux usagers dépendants ;
- v. mène des consultations avec l'UIT au sujet des besoins des usagers dépendants en matière de télécommunications par satellite.

Article XIII

L'article XIII est amendé —

en supprimant le titre et le texte de l'article XIII ;

en nommant l'ancien article XV article XIII ;

en donnant à l'article XIII le nouveau titre suivant : « Siège de l'ITSO, privilèges, exemptions et immunités » ;

en amendant le texte de l'ancien article XV, nommé article XIII, comme suit :

au paragraphe a, en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant « de l'ITSO » et en supprimant le point à la fin du paragraphe et en insérant ce qui suit : « , D.C., à moins que l'Assemblée des Parties n'en décide autrement. » ;

au paragraphe b, en supprimant « et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial » ; en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « l'ITSO » et en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO » ;

au paragraphe c, en supprimant « d'INTELSAT » les trois fois où il apparaît et en insérant à la place « de l'ITSO » ; en supprimant « à INTELSAT » et en insérant à la place « à l'ITSO » ; en supprimant « hauts fonctionnaires » et insérant à la place « dirigeants » ; en supprimant à la fin de la première phrase « , aux Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage » ; en supprimant « doit, dès que possible, conclure » et en insérant à la place « conclut, dès que possible, » ; en supprimant « avec INTELSAT » et en insérant à la place « avec l'ITSO » ; en supprimant la phrase « Ledit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé. » et en supprimant « doivent également, dès que possible, conclure » et en insérant à la place « concluent, dès que possible, ».

Article XVI

L'article XVI (Retrait) est nommé article XIV et amendé pour le formuler comme suit :

- a.
 - i. Toute Partie peut se retirer volontairement de l'ITSO. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire.
 - ii. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif.
 - iii. Sous réserve des dispositions du paragraphe d de l'article XII, le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, prend effet, et le présent Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification.
- b.
 - i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO. À partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.
 - ii. Si l'Assemblée des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO conformément aux dispositions de l'alinéa i du présent paragraphe, l'organe exécutif en avise le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.
- c. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a du présent article, la Partie qui la notifie cesse d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein de l'Assemblée des Parties, quels qu'ils soient, et elle n'assume aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification.
- d. Si l'Assemblée des Parties décide, conformément au paragraphe b du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée de l'ITSO, la Partie n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite décision.
- e. Aucune Partie n'est tenue de se retirer de l'ITSO en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-à-vis des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications.

Article XVII

L'ancien article XVII (Amendements) est nommé article XV et le nouvel article XV est amendé –
au paragraphe a, en supprimant à la fin « et à tous les Signataires » ;

au paragraphe b, en supprimant « dispositions » et en insérant à la place « procédures » ; en supprimant « VII » et en insérant à la place « IX » et en supprimant la dernière phrase ;

au paragraphe c, en supprimant le chiffre « VII » et en insérant à la place « IX » ;

en modifiant le paragraphe d pour le formuler comme suit :

d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement par les deux tiers des États qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties.

en supprimant « d'INTELSAT » au paragraphe e et en insérant à la place « de l'ITSO ».

Article XVIII

L'ancien article XVIII (Règlement des différends) est nommé article XVI et le nouvel article XVI est amendé pour être formulé comme suit :

a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre l'ITSO et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord.

b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord, survenu entre une Partie et un État qui a cessé d'être Partie, ou entre l'ITSO et un État qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'État a cessé d'être Partie, est soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord, si l'État qui a cessé d'être Partie y consent. Si un État cesse d'être Partie après la soumission à l'arbitrage d'un différend auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre l'ITSO et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A de l'Accord si les parties au différend y consentent.

Article XIX

L'ancien article XIX (Signature) est nommé article XVII et le nouvel article XVII est amendé — en ajoutant « des Nations Unies ou » à l'alinéa a, ii après « État membre » ;

Article XX

L'ancien article XX (Entrée en vigueur) est nommé article XVIII et le nouvel article XVIII est amendé —

en modifiant le paragraphe a pour le formuler comme suit :

a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des États qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent

Accord a été ouvert à la signature pourvu que dans ces deux tiers soient comprises des parties à l'Accord provisoire qui détenaient alors au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

en modifiant la dernière phrase du paragraphe c pour la formuler comme suit :

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe c de l'article XIV de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie.

en supprimant le paragraphe d et en dénommant l'ancien paragraphe e paragraphe d.

Article XXI

L'ancien article XXI (Dispositions diverses) est nommé article XIX et le nouvel article XIX est amendé —

en supprimant toutes les occurrences des termes « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO » ;

en supprimant « et à tous les Signataires » au paragraphe b.

Article XXII

L'article XXII (Dépositaire) est nommé article XX et le nouvel article XX est amendé —

en supprimant toutes les occurrences des termes « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO » ;

en remplaçant « XIX » du paragraphe a par « XVII » ;

en remplaçant « XIX » du paragraphe b par « XVII », et « XX » par « XVIII » ;

en supprimant « Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci » et en insérant à la place « À l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire le fait enregistrer » ;

en déplaçant la totalité du texte après « Charte des Nations Unies. » du paragraphe c et en l'insérant immédiatement à la suite du dernier article de l'Accord amendé.

Nouvel article

À la suite du nouvel article XX, insérer le nouvel article XXI suivant, intitulé « Durée », formulé comme suit :

Le présent Accord reste en vigueur pendant au moins douze ans à partir de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société. L'Assemblée des Parties peut mettre fin au présent Accord à compter du douzième anniversaire de la date du transfert du système spatial de l'ITSO à la Société par un vote des Parties en application du paragraphe f de l'article IX. Une telle décision est considérée comme étant une question de fond.

Instructions générales applicables à tous les articles

Les articles amendés sont reclassés par ordre numérique, et les paragraphes de chaque article amendé sont reclassés par ordre alphabétique.

ANNEXE A

L'Annexe A est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE B

L'Annexe B est supprimée dans son intégralité.

ANNEXE C

L'Annexe C est amendée comme suit —

en nommant l'Annexe C « Annexe A » ;

en supprimant dans le titre de l'Annexe « VISES A L'ARTICLE XVIII DE L'ACCORD ET A L'ARTICLE 20 DE L'ACCORD D'EXPLOITATION » ;

à l'article 1, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci » ;

à l'article 2, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci » ;

à l'article 3, paragraphe a, en supprimant « ultérieure » et en insérant à la place « suivante », et en insérant « deuxième » après « entre la fin de chaque session et la fin de la » ;

à l'article 3, paragraphe c, en insérant la nouvelle phrase suivante à la fin de la première phrase : « Les membres du groupe d'experts peuvent participer aux réunions en personne ou par voie électronique. » et en supprimant, à la fin du paragraphe c, « d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord » et en insérant à la place « de l'ITSO » ;

à l'article 3, paragraphe d, en supprimant la deuxième phrase ;

à l'article 3, paragraphe e, en supprimant « paragraphe » et en insérant à la place « paragraphes » et en supprimant « ou le Conseil des Gouverneurs s'efforcent » et en insérant à la place « s'efforce » ;

à l'article 3, paragraphe g, en supprimant la désignation « g. » et le texte du paragraphe g ;

à l'article 4, alinéa a, iv, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation » ;

à l'article 4, paragraphe b, en supprimant « et à chacun des Signataires » ;

à l'article 5, paragraphe a, en insérant « de la présente Annexe » à la suite de « l'article 4 » ;

à l'article 5, paragraphe c, en insérant « ou l'autre » à la suite de « À défaut d'entente dans ce délai, l'un » ;

à l'article 6, alinéa a, i, en insérant « au différend » à la suite de « partie » ;

à l'article 7, paragraphe b, en supprimant « INTELSAT » et en insérant à la place « l'ITSO » ; en supprimant « , les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés » et en insérant à la place « et les Parties qui » ; en supprimant « lorsqu'INTELSAT » et en insérant à la place « lorsque l'ITSO » et en supprimant « et tous les Signataires » ;

à l'article 7, paragraphe f, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci » ;

à l'article 7, paragraphe h, en supprimant « XVIII » et en insérant à la place « XVI » et en supprimant « et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci » ;

à l'article 7, paragraphe k, en supprimant « et à tous les Signataires » ;

à l'article 9, en supprimant la désignation « a. » et le texte du paragraphe a ; en supprimant la désignation « b. » et en supprimant « Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent » et en insérant à la place « Toute Partie non partie à un différend, ou l'ITSO, si elle estime avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, peut » ;

à l'article 11, en supprimant « , chaque Signataire et INTELSAT » et en insérant à la place « et l'ITSO » ;

à l'article 13 à l'alinéa a, i, en supprimant « et l'Accord d'exploitation » ; au paragraphe b, en supprimant « Lorsqu'INTELSAT » et en insérant à la place « Lorsque l'ITSO » ; en supprimant « autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation » et en insérant à la place « pas autorisée par l'Accord » ; en supprimant « ces derniers » et en insérant à la place « ce dernier » et en supprimant « et tous les Signataires » après « Parties » au paragraphe b ;

à l'article 14, en supprimant « Lorsqu'INTELSAT » et en insérant à la place « Lorsque l'ITSO » ; en supprimant « d'INTELSAT » et en insérant à la place « de l'ITSO » et en supprimant « aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation ».

ANNEXE D

L'Annexe D est supprimée dans son intégralité.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

EMENDAMENTI ALL'ACCORDO RELATIVO ALL'ORGANIZZAZIONE
INTERNAZIONALE DI TELECOMUNICAZIONI VIA SATELLITE INTELSAT

Il titolo dell'Accordo è emendato eliminando <<INTELSAT >>

Preambolo

Il Preambolo è emendato -

al paragrafo 2 eliminando "luna" ed inserendo in sua vece "Luna";

eliminando i paragrafi 3 a 7 compresi, da "Prendendo atto" fino a "telecomunicazioni via satellite" ed inserendo in sostituzione il seguente testo:

Riconoscendo che, in conformità al suo scopo iniziale, l'organizzazione internazionale di telecomunicazioni via satelliti ha instaurato un sistema mondiale via satelliti destinato a fornire servizi di telecomunicazioni a tutte le regioni del mondo, che ha contribuito alla pace ed all'intesa mondiali,

In considerazione del fatto che la 24° sessione dell'Assemblea delle Parti dell'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni satellitari ha deciso di procedere ad una ristrutturazione et ad una privatizzazione creando una società privata sotto la supervisione di un'organizzazione intergovernativa,

Constatando che, per via della crescente concorrenza nella fornitura di servizi di telecomunicazioni, è divenuto necessario per l'organizzazione internazionale di telecomunicazioni via satellite trasferire il proprio sistema spaziale alla Società definita all'articolo I del presente Accordo affinché il sistema spaziale continui ad essere utilizzato in modo da offrire dal punto di vista commerciale possibilità di sviluppo.

Intendendo fare in modo che la Società rispetti i principi fondamentali enunciati all'articolo III del presente Accordo e fornisca, a livello commerciale, il settore spaziale necessario per servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali di alta qualità e di grande affidabilità,

Avendo determinato che un'organizzazione intergovernativa di supervisione di cui qualsiasi Stato membro delle Nazioni Unite o dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni può divenire membro, è necessaria per garantire che la Società rispetti i principi fondamentali su base continuativa,

Articolo 1

L'articolo I (Definizioni) è emendato -

al paragrafo a eliminando <<i suoi allegati >> ed inserendo in suo luogo << il suo allegato >>; inserendo << e ogni emendamento afferente >> dopo <<il suo allegato >> nuovamente inserito ed eliminando "INTELSAT" dopo "organizzazione internazionale di telecomunicazioni via satelliti >>;

eliminando il paragrafo b e rinominando l'ex paragrafo h come paragrafo b;

rinominando l'ex paragrafo j come paragrafo c;

inserendo la seguente nuova definizione a seguito del paragrafo c, e nominando questo paragrafo d:

d. il termine "Società" indica l'ente o gli enti privati creati ai sensi del diritto di uno o più Stati al quale (ai quali) il sistema spaziale dell'organizzazione internazionale di telecomunicazioni satellitari è trasferito, ivi compresi gli enti che succedono loro in diritto;

eliminando il testo del paragrafo e, sostituendolo con la seguente nuova definizione:

l'espressione " su base commerciale " significa conformemente alla prassi commerciale abituale e consuetudinaria del settore delle telecomunicazioni ;

rinominando l'ex paragrafo f come paragrafo p;

rinominando l'ex paragrafo k come paragrafo f, eliminando <<del"INTELSAT">> ed inserendo al suo posto " della Società "

eliminando il paragrafo g e rinominando l'ex paragrafo c come paragrafo g;

inserendo la seguente nuova definizione dopo il paragrafo g:

h. l'espressione " obbligo di connessione vitale" o "LCO" designa l'obbligo assunto dalla Società, quale enunciato nel contratto LCO, di fornire servizi continuativi di telecomunicazioni al cliente LCO ;

eliminando il testo del paragrafo l ed inserendo al suo posto il testo del paragrafo d ;

inserendo le seguenti nuove definizioni dopo il paragrafo i, rinominando questi paragrafi j e k:

j. l'espressione " Accordo di servizi pubblici >> indica lo strumento giuridicamente vincolante con il quale l'ITSO si accerta che la Società rispetti i Principi fondamentali;

k. l'espressione " Principi fondamentali" indica i principi descritti all'articolo III.;

eliminando il testo del paragrafo l e sostituendolo con la seguente nuova definizione:

l'espressione " patrimonio comune" indica le assegnazioni di frequenza abbinata alle posizioni orbitali in corso di pubblicazione anticipata o di coordinamento o registrate a nome delle Parti presso l'Unione internazionale delle telecomunicazioni (UIT) in conformità alle norme del Regolamento delle radiocomunicazioni dell'UIT, trasferite ad una o più Parti ai sensi dell'articolo XII;

rinominando l'ex paragrafo m come paragrafo q, ed inserendo in quanto testo del nuovo paragrafo m, la seguente definizione:

m. l'espressione " copertura mondiale" indica la massima copertura geografica della terra verso il parallelo più a Nord ed il parallelo più a Sud visibili dai satelliti dispiegati in posizionamenti orbitali geostazionari;

eliminando il testo del paragrafo n, inserendo in sua sostituzione quanto segue:

L'espressione " connessione mondiale " indica i mezzi d'inter-connessione offerti ai clienti della Società tramite la copertura mondiale che la Società fornisce per consentire le comunicazioni in seno alle cinque regioni dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni definite dalla Conferenza dei plenipotenziari dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni svoltasi a Montreux nel 1965, e fra queste regioni;

aggiungendo la seguente nuova definizione dopo il paragrafo n, rinominando quest'ultimo paragrafo come paragrafo o:

o. l'espressione " accesso non discriminatorio " indica l'opportunità di accesso al sistema della Società su base d'uguaglianza e di equità;

aggiungendo le seguenti nuove definizioni dopo il paragrafo q, nominando questi paragrafi r e s:

r. l'espressione << clienti LCO >> designa tutti i clienti aventi diritto di beneficiare, e che hanno firmato contratti LCO;

s. l'espressione " amministrazione " indica ogni dipartimento o servizio ufficiale responsabile del rispetto degli obblighi emananti dalla Costituzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni, dalla Convenzione dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni e dai suoi regolamenti amministrativi.

Articolo II

L'articolo II è emendato -

Eliminando <<dell'INTELSAT">> nel titolo, ed inserendovi << dell'ITSO >>;

eliminando tutto il testo dell'articolo II e sostituendolo con quanto segue:

In debita considerazione dei principi sopra enunciati nel Preambolo, le Parti creano l'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni satellitari, di seguito denominata <<ITSO >>

Articolo III

L'articolo III è emendato

Conferendogli il seguente nuovo titolo: " Scopo principale e Principi fondamentali dell'ITSO ;

eliminando il paragrafo a;

eliminando il "b" dal paragrafo <>; inserendo << ai fini dell'applicazione dell'articolo III >> dopo <<internazionali>>; rinominando l'ex capoverso b, i come paragrafo a, e nominando il capoverso b, i come paragrafo b; eliminando <<la Riunione dei Firmatari, in considerazione del parere espresso dal Consiglio dei Governatori, abbia preliminarmente concesso l'autorizzazione appropriata>> nel nuovo paragrafo b, e sostituendolo con quanto segue: <<l'autorizzazione appropriata sia stata data >> e spostando l'ex paragrafo b emendato, inserendolo nell'articolo IV;

eliminando tutto il rimanente testo dell'articolo III e sostituendolo con quanto segue:

a. in considerazione dell'istituzione della Società, lo scopo principale dell'ITSO è di garantire, per mezzo dell'Accordo dei servizi pubblici, che la Società fornisca, su base commerciale servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali, al fine di vigilare sull'osservanza dei Principi fondamentali,

b. I principi fondamentali sono i seguenti:

i. mantenere la connessione mondiale e la copertura mondiale;

ii. servire i clienti aventi connesività vitali;

iii. fornire un accesso non discriminatorio al sistema della Società.

Articolo IV

L'articolo IV è emendato -

Con il seguente nuovo titolo <<Servizi pubblici di telecomunicazioni nazionali coperte >> eliminando <<INTELSAT >> e sostituendolo con <<L'ITSO >>

nominando l'insieme del testo emendato dell'articolo IV (Personalità giuridica) come articolo VI, ad eccezione dell'ex paragrafo b dell'articolo III, come sopra emendato, il quale è inserito come nuovo testo dell'articolo IV.

Articolo V

L'articolo V è emendato -

con il seguente nuovo titolo <<Supervisione >>;

eliminando l'insieme del testo attuale dell'articolo V e sostituendolo con il testo seguente:

L'ITSO prende tutte le misure appropriate, ivi compresa la conclusione dell'Accordo dei servizi pubblici, in vista di sorvegliare l'esecuzione da parte della Società, dei Principi fondamentali, in particolare e il Principio di un accesso non discriminatorio al sistema della Società, per i servizi pubblici di telecomunicazione esistenti e futuri offerti dalla Società, quando la capacità di settore spaziale sia disponibile su base commerciale.

Articolo VI

L'articolo VI è emendato -

eliminando <<d'INTELSAT >> nel titolo e sostituendolo con <<dell'ITSO >>;

rinominandolo articolo VIII

modificando il nuovo articolo VIII per formularlo come segue:

L'ITSO comprende i seguenti organi

- a. l'Assemblea delle Parti;
- b. un organo esecutivo diretto dal Direttore generale responsabile dinanzi all'Assemblea delle Parti.

Articolo VII

L'articolo VII (Assemblea delle Parti) è emendato spostando il testo dell'articolo VII per collocarlo all'articolo IX;

dando all'articolo VII il seguente nuovo titolo: "Principi finanziari";

inserendo il seguente nuovo testo nell'articolo VII:

a. L'ITSO sarà finanziata per il periodo di dodici anni stabilito all'articolo XXI, mediante l'attivo finanziario che avrà conservato al momento del trasferimento del sistema spaziale dell'ITSO alla Società.

b. Qualora l'ITSO continui ad esistere oltre dodici anni, l'ITSO ottiene un finanziamento per mezzo dell'Accordo dei servizi pubblici.

Articolo VIII

L'articolo VIII (Riunione dei Firmatari) è emendato -

eliminando il titolo e la totalità del testo del pregresso articolo VIII ed inserendo in suo luogo il testo ed il titolo emendati dell'articolo VI come sopra emendato e nominato articolo VIII.

Articolo IX

L'articolo IX è emendato -

eliminando la totalità del testo del pregresso articolo IX;

conferendo all'articolo IX il seguente nuovo titolo: "Assemblea delle Parti"

modificando il testo del pregresso articolo VII (Assemblea delle Parti) sopra nominato articolo IX, come segue:

eliminando <<INTELSAT>>, inserendo "ITSO" al paragrafo a;

eliminando i paragrafi b ad e compresi, inserendo in loro sostituzione quanto segue:

b. L'Assemblea delle Parti esamina la politica generale e gli obiettivi a lungo termine dell'ITSO.

c. L'Assemblea delle Parti esamina le questioni che interessano le Parti in modo particolare, in quanto Stati sovrani, in particolare essa si accerta che la Società fornisca su base commerciale servizi pubblici di telecomunicazioni internazionali, al fine di:

- i. mantenere le connessioni mondiali e la copertura mondiale;
- ii. servire i suoi clienti che hanno connessioni vitali;
- iii. fornire un accesso non discriminatorio al sistema della Società.

d. L'Assemblea delle Parti ha le funzioni ed i poteri seguenti;

- i. essa impartisce le istruzioni che ritiene appropriate all'organo esecutivo dell'ITSO, in particolare per quanto concerne l'esame ad opera di quest'ultimo, delle attività della Società che sono direttamente vincolate ai principi fondamentali;
- ii. essa esamina e prende le decisioni relative alle proposte di emendamenti dell'Accordo in conformità all'articolo XV del presente Accordo;
- iii. essa nomina e dimette dalle sue funzioni il Direttore generale, in conformità all'articolo X;
- iv. essa esamina i rapporti consegnati dal Direttore generale attinenti all'osservanza da parte della Società dei Principi fondamentali e prende decisioni in merito a tali rapporti;
- v. essa esamina, e, a sua discrezione, prende decisioni sulle raccomandazioni del Direttore generale;
- vi. essa adotta, ai sensi delle norme del paragrafo b dell'articolo XIV dell'Accordo, le decisioni relative al recesso di una Parte dell'ITSO;

- vii. essa adotta le decisioni concernenti le questioni relative alle relazioni ufficiali fra l'ITSO e gli Stati, a prescindere se sono o meno Parti, o le organizzazioni internazionali;
 - viii. essa esamina i reclami che le sono sottoposti dalle Parti;
 - ix. essa esamina le questioni relative al patrimonio comune delle Parti;
 - x. essa adotta le decisioni relative all'autorizzazione menzionata al b dell'Articolo IV dell'Accordo;
 - xi. essa esamina ed approva il bilancio preventivo dell'ITSO per ogni periodo deciso dall'Assemblea delle Parti;
 - xii. essa prende ogni decisione necessaria relativamente alle spese impreviste suscettibili di risultare dal bilancio preventivo approvato;
 - xiii. essa nomina un commissario liquidatore per esaminare le spese ed i conti dell'ITSO ;
 - xiv. essa sceglie gli esperti giuridici menzionati all'articolo 3 dell'Allegato A dell'Accordo;
 - xv. essa determina le condizioni in cui il Direttore generale può intentare una procedura d'arbitrato contro la Società ai sensi dell'Accordo sui servizi pubblici;
 - xvi. essa decide in merito agli emendamenti che ci si propone di apportare all'Accordo sui servizi pubblici;
 - xvii. essa esercita ogni altra funzione di sua competenza a titolo di ogni altro articolo dell'Accordo.
- e. L'Assemblea delle Parti si riunisce in sessione ordinaria ogni due anni, iniziando non oltre dodici mesi dopo il trasferimento del sistema spaziale dell'ITSO alla Società. Oltre alle sessioni ordinarie, l'Assemblea delle Parti può tenere sessioni straordinarie convocate su richiesta dell'organo esecutivo ai sensi delle disposizioni del paragrafo k dell'articolo X, o su richiesta scritta di una o più Parti, indirizzata al Direttore generale che precisa l'oggetto della riunione, fatta salva l'accettazione di almeno un terzo delle Parti, ivi comprese quelle che hanno presentato la domanda. L'Assemblea delle Parti definisce le condizioni alle quali il Direttore generale può convocare una sessione straordinaria dell'Assemblea delle Parti.

Eliminando <<Ciascuna Parte dispone di un voto>> al paragrafo f,
aggiungendo quanto segue alla fine del paragrafo f:

Le Parti hanno la possibilità di votare per procura o con altri mezzi ritenuti appropriati dall'Assemblea delle Parti e ricevono le informazioni necessarie sufficientemente in anticipo prima della sessione dell'Assemblea delle Parti.

Rinominando il pregresso paragrafo g come paragrafo h, ed inserendo quanto segue dopo <<membri dell'Ufficio di Presidenza>>

<< nonché delle disposizioni relative alla partecipazione e d la voto >>

inserendo il seguente nuovo paragrafo g:

- g. Per ogni sessione dell'Assemblea delle Parti, ciascuna Parte dispone di un voto.

rinominando il paragrafo h come paragrafo i ed eliminando << dell'INTELSAT >> e tutte le parole seguenti fino alla fine della frase, sostituendole con << dell'ITSO >>.

Articolo X

L'articolo X è emendato --- -

Attribuendo all'articolo X il seguente nuovo titolo << Direttore generale >> e eliminando la totalità del testo dell'articolo X, sostituendolo con quanto segue:

a. L'organo esecutivo è diretto dal Direttore generale, il quale è direttamente responsabile dinanzi all'Assemblea delle Parti.

b. Il Direttore generale:

i. è il funzionario di rango più elevato del personale, nonché rappresentante legale dell'ITSO; è responsabile dell'esecuzione di tutte le funzioni della gestione, ivi compreso l'esercizio dei diritti ai sensi dei contratti;

ii. agisce in conformità alle direttive ed alle istruzioni dell'Assemblea delle Parti;

iii. è nominato dall'Assemblea delle Parti per un mandato di quattro anni o per ogni altro periodo deciso dall'Assemblea delle Parti. Può essere sollevato dalle sue funzioni con decisione motivata dell'Assemblea delle Parti. Nessun Direttore generale è nominato per oltre otto anni.

c. Le considerazioni fondamentali che sono alla base della nomina del Direttore generale ed il reclutamento degli altri membri del personale dell'organo esecutivo, devono essere di natura tale da garantire le norme più elevate d'integrità, di competenza e di efficacia, in considerazione dei vantaggi che potrebbero derivare da un reclutamento e da un dispiegamento su base regionale e geograficamente diversificata. Il Direttore generale e gli altri membri del personale dell'organo esecutivo si astengono da qualsiasi atto incompatibile con le loro responsabilità verso l'ITSO.

d. Il Direttore generale, subordinatamente agli orientamenti ed alle istruzioni dell'Assemblea delle Parti, determina la struttura, i livelli di organico e le modalità tipo per l'impiego dei dirigenti e degli impiegati e nomina il personale dell'organo esecutivo

e. Il Direttore generale vigila sull'osservanza, da parte della Società, dei principi fondamentali.

f. Il Direttore generale:

i. sorveglia l'osservanza da parte della Società del Principio fondamentale il quale consiste nel servire i clienti LCO rispettando i contratti LCO;

ii. esamina le decisioni adottate dalla Società per quanto riguarda le domande di ammissibilità a concludere un contratto LCO;

iii. aiuta i clienti LCO a risolvere le loro controversie con la Società, fornendo servizi di conciliazione;

IV. qualora un cliente LCO decida d'intraprendere una procedura d'arbitrato contro la Società, dà consigli per la scelta dei consulenti e degli arbitri.

- g. Il Direttore generale rende conto alle Parti circa le questioni di cui ai paragrafi d ad f.
- h. In applicazione delle modalità che saranno stabilite dall'Assemblea delle Parti, il Direttore generale può intraprendere una procedura d'arbitrato contro la Società, in forza dell'Accordo sui servizi pubblici.
- i. Il Direttore generale tratta con la Società in conformità all'Accordo sui servizi pubblici.
- j. Il Direttore generale, a nome dell'ITSO, esamina tutte le questioni inerenti al patrimonio comune delle Parti e comunica le opinioni delle Parti all'Amministrazione (o alle Amministrazioni) notificatrici.
- k. Se il Direttore generale ritiene che l'omissione di una Parte di adottare provvedimenti ai sensi del paragrafo c dell'Articolo XI abbia pregiudicato la capacità della Società di seguire i Principi fondamentali, il Direttore generale stabilisce un contatto con detta Parte in vista di trovare una soluzione a tale situazione e può, in conformità alle condizioni definite dall'Assemblea delle Parti e stipulate al paragrafo e dell'articolo IX, convocare una sessione straordinaria dell'Assemblea delle Parti.
- l. L'Assemblea delle Parti designa un alto funzionario dell'organo esecutivo per assumere le funzioni di Direttore generale ad interim qualora il Direttore generale sia assente, o impossibilitato ad adempiere alle sue funzioni o quando il suo incarico diviene vacante. Il Direttore generale ad interim detiene le competenze attribuite al Direttore generale ai sensi del presente Accordo. In caso di posto vacante, il Direttore generale ad interim rimane in carica fino all'entrata in funzione di un Direttore generale nominato e confermato al più presto secondo il capoverso iii del paragrafo b del presente articolo.

Articolo XI

L'articolo XI è emendato -----

attribuendo all'articolo XI il seguente nuovo titolo: << Diritti ed obblighi delle Parti >>;
eliminando la totalità del testo dell'articolo XI e sostituendolo con il testo dell'articolo XIV emendato come segue:

al paragrafo a, eliminando << ed i Firmatari >> ed inserendo << i principi fondamentali di cui all'articolo III >> dopo << Preambolo >>;

al paragrafo b, eliminando << e tutti i Firmatari devono essere autorizzati >> inserendo in sostituzione << sono autorizzate >>; eliminando << hanno diritto di essere rappresentati >> ed inserendo in sostituzione << esse hanno diritto di essere rappresentate >>; eliminando << e dell'Accordo di gestione >>; eliminando la parola << INTELSAT >> le due volte in cui compare ed inserendo << l'ITSO >>; eliminando << o il Firmatario >> dopo la parola << Parte >> ed eliminando << e di tutti i Firmatari >>;

eliminando i paragrafi c a g compreso, ed inserendo in sostituzione il seguente nuovo paragrafo c:

c. Le Parti adottano, in modo trasparente, non discriminatorio e neutro dal punto di vista della concorrenza, ai sensi della procedura nazionale applicabile e degli accordi internazionali pertinenti di cui sono parti, i provvedimenti richiesti affinché la Società possa seguire i Principi fondamentali.

Articolo XII

L'articolo XII è emendato-----

attribuendogli il seguente nuovo titolo: << Assegnazioni di frequenze >>;

eliminando la totalità del suo testo ed inserendo in sostituzione il seguente nuovo testo:

a. Le Parti dell'ITSO conservano le posizioni orbitali e le assegnazioni di frequenze in corso di coordinamento o registrate a nome delle Parti presso l'UIT ai sensi delle norme del Regolamento delle radiocomunicazioni dell'UIT fino a quando l'amministrazione o le amministrazioni notificatrici prescelte non abbiano notificato al Depositario che esse hanno approvato, accettato o ratificato il presente Accordo. Le Parti scelgono fra i membri dell'ITSO una Parte incaricata di rappresentare tutte le Parti membri dell'ITSO presso l'UIT durante il periodo in cui le Parti dell'ITSO conservano tali assegnazioni.

b. Quando la Parte, prescelta ai sensi del paragrafo a per rappresentare l'insieme delle Parti durante il periodo in cui l'ITSO conserva le assegnazioni, riceve la notifica da parte del Depositario, dell'approvazione, accettazione o ratifica del presente Accordo ad opera di una Parte scelta dall'Assemblea delle Parti in qualità di amministrazione notificatrice per la Società, essa trasferisce tali assegnazioni all'amministrazione o alle amministrazioni notificatrici prescelte.

c. Ogni Parte scelta in qualità di Amministrazione notificatrice della Società ai sensi della procedura nazionale applicabile:

- i. autorizza l'utilizzazione di tale assegnazione di frequenze dalla Società, in modo da consentire il rispetto dei Principi fondamentali;
- ii. qualora tale utilizzazione non sia più autorizzata o se la Società non ha più bisogno di tale assegnazione o assegnazioni di frequenza, annulla tale assegnazione di frequenze ai sensi delle procedure dell'UIT;

d. Nonostante ogni altra disposizione del presente Accordo, se una Parte scelta in qualità di amministrazione notificatrice per la Società cessa di essere membro dell'ITSO ai sensi dell'articolo XIV, tale Parte è vincolata da tutte le norme pertinenti del presente Accordo e del <Regolamento delle radiocomunicazioni dell'UIT >> e vi è sottoposta fino a quando le assegnazioni di frequenze non siano trasferite ad un'altra Parte in conformità alle procedure dell'UIT.

e. Ciascuna Parte scelta in qualità di amministrazione notificatrice ai sensi del paragrafo c:

- i. fa rapporto, almeno su base annuale, al Direttore generale riguardo al trattamento concesso da tale amministrazioni notificatrice alla Società, con particolare attenzione per quanto riguarda il rispetto di detta Parte dei suoi obblighi a titolo dell'articolo XI, c;
- ii. richiede l'opinione del Direttore generale a nome dell'ITSO, riguardo ai provvedimenti necessari per l'attuazione, ad opera della Società, dei Principi fondamentali;
- iii. lavora con il Direttore generale, a nome dell'ITSO, riguardo alle potenziali attività dell'amministrazione o delle amministrazioni notificatrici al fine di ampliare l'accesso ai paesi dipendenti;
- iv. notifica e consulta il Direttore generale riguardo ai coordinamenti del sistema satellitare presso l'UIT che sono intrapresi a nome della Società

per garantire il mantenimento delle connessioni mondiali e del servizio per gli utenti dipendenti;

v. intrattiene consultazioni con l'UIT riguardo ai bisogni degli utenti dipendenti in materia di telecomunicazioni via satellite.

Articolo XIII

L'articolo XIII è emendato-----

eliminando il titolo ed il testo dell'articolo XIII;

rinominando l'articolo XV come articolo XIII

attribuendo all'articolo XIII il seguente nuovo titolo : << Sede dell'ITSO, privilegi, esenzioni ed immunità >>;

emendando il testo dell'articolo XV, rinominato articolo XIII, come segue:

al paragrafo a, eliminando << dell'INTELSAT >> ed inserendo <dell' ITSO >>, eliminando il punto alla fine del paragrafo ed inserendo quanto segue: <<D.C., a meno che l'Assemblea delle Parti non decida diversamente.>>

al paragrafo b, eliminando << e di tutti i diritti doganali sui satelliti di telecomunicazioni come pure sugli elementi e le parti di tali satelliti che devono essere lanciate in vista della loro utilizzazione nel sistema mondiale; eliminando <<dell'INTELSAT>> ed inserendo, in sostituzione << dell'ITSO >>;

al paragrafo c, eliminando <<dell'INTELSAT>> le tre volte in cui compare ed inserendo, in sostituzione, <<dell' ITSO >>; eliminando <<alti funzionari>> ed inserendo, in sostituzione << dirigenti >>; eliminando, alla fine della prima frase, <<, ai Firmatari ed ai rappresentanti dei Firmatari, nonché alle persone che partecipano alle procedure di arbitrato >>; eliminando << deve, non appena possibile, concludere >>, inserendo, in sostituzione, <<conclude al più presto >>; eliminando <<con INTELSAT >> ed inserendo, in sostituzione, <<con l'ITSO >>; eliminando la frase <<Tale Accordo comporterà una norma che esonera da ogni tassazione nazionale sul reddito, gli importi versati da INTELSAT nel territorio di tale Parte ai Firmatari agenti in tale qualità, ad eccezione del Firmatario designato dalla Parte sul cui territorio la sede è ubicata >>, ed eliminando << devono altresì concludere al più presto >> inserendo, in sostituzione << concludono al più presto >>.

Articolo XVI

L'articolo XVI (Recesso) è rinominato articolo XIV ed è emendato per formularlo come segue:

- a.
 - i. Ogni Parte può recedere volontariamente dall'ITSO. La Parte che recede notifica per iscritto la sua decisione al Depositario.
 - ii. La notifica della decisione di recesso di una Parte ai sensi delle disposizioni del capoverso i del presente paragrafo è trasmessa dal Depositario a tutte le Parti ed all'organo esecutivo.

- ii. Fatte salve le disposizioni del paragrafo d dell'articolo XII, il recesso volontario notificato in conformità alle disposizioni del capoverso i del presente paragrafo, ha effetto, ed il presente Accordo cessa di essere in vigore nei confronti della Parte che recede, tre mesi dopo la data di ricezione della notifica.
- b. i- Se una Parte sembra aver mancato ad uno qualsiasi degli obblighi che le incombono ai sensi dell'Accordo, l'Assemblea delle Parti, dopo aver ricevuto una notifica in tal senso o agendo di sua iniziativa, e dopo aver esaminato qualsiasi osservazione presentata da detta Parte, può decidere, qualora constatati che vi è stata inadempienza a qualsivoglia obbligo, che la Parte è considerata come avendo receduto dall'ITSO. A decorrere dalla data di una tale decisione, l'Accordo cessa di essere in vigore nei confronti della Parte. L'Assemblea delle Parti può essere convocata in sessione straordinaria a tal fine.
- ii. Se l'Assemblea delle Parti decide che una Parte è considerata come avendo receduto dall'ITSO in conformità alle disposizioni del capoverso i del presente paragrafo, l'organo esecutivo ne informa il Depositario, il quale trasmette la notifica a tutte le Parti.
- c. A decorrere dal momento in cui il Depositario o l'organo esecutivo, a seconda dei casi, ricevono la notifica di una decisione di recesso in conformità alle disposizioni del capoverso i del paragrafo a del presente articolo, la Parte che la notifica cessa di avere qualsivoglia diritto di rappresentanza e di voto in seno all'Assemblea delle Parti e non assume alcun obbligo o responsabilità dopo la ricezione della notifica.
- d. Se l'Assemblea delle Parti decide, in conformità al paragrafo b del presente articolo, di considerare una Parte come avendo receduto dall'ITSO, la Parte non assume alcun obbligo o responsabilità dopo tale decisione.
- e. Nessuna Parte è tenuta a ritirarsi dall'ITSO in conseguenza diretta di qualsiasi modifica dello statuto di tale Parte nei confronti delle Nazioni Unite o dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Articolo XVII

L'articolo XVII (Emendamenti) è rinominato articolo XV ed il nuovo articolo XV è emendato ---

al paragrafo a, eliminando alla fine << ed a tutti i Firmatari >>;

al paragrafo b, eliminando <<disposizioni >> ed inserendo in sostituzione <<procedure >>; eliminando <<VII >> ed inserendo in sostituzione <<IX >> ed eliminando l'ultima frase; ,

al paragrafo c, eliminando la cifra <<VII >> ed inserendo, in sostituzione <<IX >>;

modificando il paragrafo d per formularlo come segue:

d. Un emendamento approvato dall'Assemblea delle Parti entra in vigore in conformità alle disposizioni del paragrafo e del presente articolo successivamente alla ricezione ad opera del Depositario della notifica di approvazione, di accettazione, o di ratifica dell'emendamento da parte di due terzi degli Stati che erano Parti alla data in cui l'emendamento è stato approvato dall'Assemblea delle Parti.

Eliminando <<dell'INTELSAT>> al paragrafo, inserendo, in sostituzione <<dell'ITSO>>.

Articolo XVIII

IL pregresso articolo XVIII (Soluzione delle controversie) è rinominato articolo XVI ed il nuovo articolo XVI è emendato per essere formulato come segue:

a. Qualsiasi controversia a carattere giuridico fra le Parti o fra l'ITSO e una o più Parti e relativa ai diritti ed agli obblighi derivanti dall'Accordo, è sottoposta ad arbitrato in conformità alle disposizioni dell'Allegato A dell'Accordo se non ha potuto essere risolta diversamente in tempi ragionevoli.

b. a. Qualsiasi controversia a carattere giuridico relativa ai diritti ed agli obblighi derivanti dall'Accordo, sorta fra una Parte ed uno Stato che ha cessato di essere Parte, o fra l'ITSO ed uno Stato che ha cessato di essere Parte e che si verifica dopo che lo Stato ha cessato di essere Parte, è sottoposta ad arbitrato se non ha potuto essere risolta altrimenti in tempi ragionevoli. Tale arbitrato si svolge in conformità alle disposizioni dell'Allegato A dell'Accordo, se lo Stato che ha cessato di essere Parte vi acconsente. Se uno Stato cessa di essere Parte dopo la sottoposizione ad arbitrato di una controversia alla quale partecipava in conformità al paragrafo a del presente articolo, la procedura arbitrale prosegue fino a conclusione

c. Qualsiasi controversia a carattere giuridico derivante da accordi fra l'ITSO e qualsiasi Parte, è sottoposta alle norme sulla soluzione delle controversie contenute in tali accordi. In assenza di tali disposizioni, tali controversie, se non sono diversamente risolte, possono essere sottoposte ad arbitrato in conformità alle disposizioni dell'Allegato A dell'Accordo, se le parti alla controversia vi consentono.

Articolo XIX

L'ex articolo XIX (Firma) è rinominato articolo XVII ed il nuovo articolo XVII è emendato ----

aggiungendo <<delle Nazioni Unite o>> al capoverso a, ii dopo <<Stato membro>>;

Articolo XX

L'ex articolo XX (Entrata in vigore) è rinominato articolo XVIII ed il nuovo articolo XVIII è emendato ----

Modificano il paragrafo a per formularlo come segue:

a. Il presente Accordo entra in vigore sessanta giorni dopo la data in cui è stato firmato, senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, o sessanta giorni dopo la data in cui i due terzi degli Stati che erano parti all'Accordo provvisorio quando il presente Accordo è stato aperto alla firma lo hanno ratificato, accettato, approvato o vi hanno aderito, purché in questi due terzi siano comprese le Parti dell'Accordo provvisorio che detenevano all'epoca almeno due terzi delle quote-parti ai sensi dell'Accordo speciale.

Nonostante le suddette disposizioni, l'Accordo in nessun caso entra in vigore meno di otto mesi o oltre diciotto mesi dopo la data in cui è stato aperto alla firma.

modificando l'ultima frase del paragrafo c per formularlo come segue:

Se l'applicazione a titolo provvisorio cessa ai sensi del capoverso ii o del capoverso iii del presente paragrafo, le disposizioni del paragrafo c dell'articolo XIV dell'Accordo disciplinano i diritti e gli obblighi della Parte.

Eliminando il paragrafo d e denominando l'ex paragrafo e come paragrafo d.

Articolo XXI

L'ex articolo XXI (Disposizioni varie) è denominato articolo XIX ed il nuovo articolo XIX è emendato -----

eliminando ogni ricorrenza dell'espressione << dell'INTELSAT>>, sostituendola con <<dell'ITSO>>;

eliminando << ed a tutti i Firmatari>> al paragrafo b.

Articolo XXII

L'articolo XXII (Depositario) è nominato articolo XX ed il nuovo articolo XX è emendato -----

eliminando ogni ricorrenza dell'espressione << dell'INTELSAT>>, sostituendola con <<dell'ITSO>>;

sostituendo << XIX>> del paragrafo a con << XVII>>;

sostituendo <<XIX>> del paragrafo b con << XVII>>, e <<XX>> con << XVIII>>;

eliminando << Al momento dell'entrata in vigore dell'Accordo, il Depositario lo fa registrare>>, inserendo in sostituzione << All'entrata in vigore del presente Accordo, il Depositario lo fa registrare>>;

spostando la totalità del testo dopo << Statuto delle Nazioni Unite.>> del paragrafo c ed inserendolo immediatamente dopo l'ultimo articolo dell'Accordo emendato.

Nuovo articolo

Dopo il nuovo articolo XX, inserire il seguente nuovo articolo XXI, intitolato <<Durata>> formulato come segue:

Il presente Accordo rimane in vigore per almeno dodici anni a decorrere dalla data del trasferimento del sistema spaziale dell'ITSO alla Società. L'Assemblea delle Parti può porre fine al presente Accordo a decorrere dal dodicesimo anniversario della data del trasferimento del sistema spaziale dell'ITSO alla Società, mediante un voto delle Parti in applicazione del paragrafo f dell'articolo IX. Tale decisione è considerata come essendo una questione di merito.

Istruzioni generali applicabili a tutti gli articoli

Gli articoli emendati sono riclassificati per ordine numerico ed i paragrafi di ciascun articolo emendato sono riclassificati per ordine alfabetico.

ALLEGATO A

L'Allegato A è integralmente eliminato

ALLEGATO B

L'Allegato B è integralmente eliminato

ALLEGATO C

L'Allegato C è emendato come segue: -

rinominando l'Allegato C come << Allegato A >>;

eliminando nel titolo dell'Allegato << DI CUI ALL'ARTICOLO XVIII DELL'ACCORDO E ALL'ARTICOLO 20 DELL'ACCORDO DI GESTIONE >>;

all'articolo 1, eliminando << XVIII >> e sostituendolo con << XVI >> e eliminando << e all'articolo 20 dell'Accordo di gestione, come pure all'allegato di quest'ultimo >>;

all'articolo 2, eliminando << XVIII >> e sostituendolo con << XVI >> e eliminando << e all'articolo 20 dell'Accordo di gestione nonché all'allegato di quest'ultimo >>;

all'articolo 3, paragrafo a, eliminando << ulteriore >> e sostituendola con << seguente >> ed inserendo << secondo >> dopo << fra la fine di ciascuna sessione e la fine della >>;

all'articolo 3, paragrafo c, inserendo la seguente nuova frase alla fine della prima frase: << I membri del gruppo di esperti possono partecipare alle riunioni di persona o per via elettronica >> e sopprimendo, alla fine del paragrafo c, << dell'INTELSAT ai fini dell'applicazione dell'articolo 8 dell'Accordo >>, sostituendolo con << dell'ITSO >>;

all'articolo 3, paragrafo d, eliminando la seconda frase;

all'articolo 3, paragrafo e, eliminando << paragrafo >> e sostituendolo con << paragrafi >> e eliminando << o il Consiglio dei Governatori si sforzano >> sostituito da << si sforza >>;

all'articolo 3, paragrafo g, eliminando la designazione << g. >> ed il testo del paragrafo g;

all'articolo 4, capoverso a, iv, eliminando << XVIII >> e sostituendolo con << XVI >> e eliminando << o dell'articolo 20 dell'Accordo di gestione >>;

all'articolo 4, paragrafo b, eliminando << ed a ciascuno dei Firmatari >>;

all'articolo 5, paragrafo a, inserendo << del presente Allegato >> dopo << l'articolo 4 >>;

all'articolo 5, paragrafo c, inserendo << o l'altro >> dopo << in mancanza d'intesa in questo termine, uno >>;

all'articolo 6, capoverso a, i, inserendo << alla controversia >> dopo << parte >>;

all'articolo 7, paragrafo b, eliminando << INTELSAT >> e sostituendolo con << ITSO >>; eliminando << le Parti tra cui i Firmatari da esse designati ed i Firmatari tra cui le Parti

che li hanno designati>> sostituendolo con << e le Parti che>>; eliminando <<quando INTELSAT >> e sostituendolo con <<quando l'ITSO>> ed eliminando << e tutti i Firmatari>>;

all'articolo 7, paragrafo f, eliminando << XVIII >> e sostituendolo con << XVI >> e eliminando << e all'articolo 20 dell' Accordo di gestione nonché all'allegato di quest'ultimo;>>

all'articolo 7, paragrafo h, eliminando << XVIII >> ed inserendo in sostituzione << XVI >>, ed eliminando << all'articolo 20 dell' Accordo di gestione nonché all'allegato di quest'ultimo;>>

all'articolo 7, paragrafo k, eliminando << ed a tutti i Firmatari>>;

all'articolo 9, eliminando la designazione << a.>> ed il testo del paragrafo a; eliminando la designazione << b.>> e depennando << Nel caso in cui qualsiasi altra Parte, qualsiasi Firmatario o INTELSAT ritengano avere un interesse apprezzabile per quanto riguarda la soluzione della controversia, essi possono >> sostituendola con << Qualsiasi Parte che non è partecipe ad una controversia o l'ITSO, se ritiene di avere un interesse apprezzabile nella soluzione della controversia, può >>;

all'articolo 11, eliminando la frase < ciascun Firmatario ed INTELSAT >> e sostituendola con << e l'ITSO >>;

all'articolo 13 al capoverso a, i, eliminando << e l'Accordo di gestione >>; al paragrafo b; eliminando << quando INTELSAT >> ed inserendo in sostituzione << Quando l'ITSO >>; eliminando << autorizzata né dall'Accordo, né dall'Accordo di gestione >> ed inserendo in sostituzione << non autorizzata dall'Accordo >>; eliminando << questi ultimi >> ed inserendo in sostituzione << quest'ultimo >>, eliminando << e tutti i Firmatari >> dopo << Parti >> al paragrafo b;

all'articolo 14, eliminando << Quando INTELSAT >> ed inserendo in sostituzione << Quando l'ITSO >>; eliminando << dell'INTELSAT >>, da sostituire con << dell'ITSO >> ed eliminando << ai fini dell'articolo 8 dell'Accordo di gestione >>. i

ALLEGATO D

L'Allegato D è integralmente soppresso.

